Les secrets de Linky
Ce qu'on apprend en infiltrant une réunion de la Métro

Connaissez-vous le maillage IRIS du territoire ? Connaissez-vous l'European Power Exchange ? Connaissez-vous le résultat risible de GreenLys l'expérimentation grenobloise de compteur « intelligent » ?

On sait qu'aujourd'hui la politique est un métier, et citoyen, une occupation à plein temps (quoique bénévole), exigeant des connaissances pointues et une invincible endurance. La plupart de ceux qui s'opposent au déploiement du compteur « intelligent » Linky en font l'expérience. Comme l'ont fait avant eux, ou en même temps, tous ceux qui s'opposent aux innombrables nuisances du capitalisme technologique (incinérateurs, poubelles nucléaires, Center Parcs, cultures transgéniques, etc).

Prenez cette réunion à huis-clos de la Métro de Grenoble (Communauté d'agglomération). Nous n'étions pas censés y assister. Cela se passait « en interne », sur inscription, à l'abri d'un bloc administratif. Seuls les élus et des représentants de quelques associations domestiquées y étaient conviés. Le but de la réunion était de les fortifier face à la fronde d'une partie de la population en leur fournissant des « éléments de langage » afin de faciliter l'acceptation du compteur Linky.
Pour apprendre ce que nous avons appris et vous faire ce compte-rendu, il fallait donc :

1) Être au courant de cette réunion grâce à LinkyLeaks,
2) Se rendre disponibles au jour et à l'heure dits,
3) Rentrer sans accroc dans le bâtiment et dans la salle de réunion,
4) Maîtriser la novlangue technocratique des « intervenants », ainsi que leur jargon spécialisé, suivant leurs domaines respectifs,
5) Noter, filmer, enregistrer, analyser,
6) Faire des recherches supplémentaires et – ô combien – fructueuses,
7) Rédiger ce compte-rendu et vous l'adresser.

Il en est bien sûr de même pour tous ceux qui s'engagent un peu contre toutes les dégradations dans leur ville ou leur vie. Quant aux autres, ils ont renoncé à savoir ou préfèrent subir, alléguant le manque de temps, de capacités, de moyens, et se reposent sur les opposants « professionnels » quoique bénévoles.

Pour nos technocrates, nous sommes juste le bétail consommateur qu'il faut gérer et accommoder aux besoins du marché, par ruse ou par force. Ce que nous faisons, nous récalcitrants, ce n'est pas de l'expertise, mais de l'enquête. Nous n'y connaissons rien, ni en rayonnements électromagnétiques, ni en circuits électriques, ni en informatique. Pourtant, en lisant, en restant curieux, en cherchant partout et en faisant des liens entre tous ces domaines, nous perçons peu à peu les secrets de Linky.
Ce n'est pas de l'expertise, c'est de la politique.

***

Siège de la Communauté d'agglomération Grenoble-Métropole (la Métro), jeudi 2 juin 2016. Dans une salle de réunion équipée de micros individuels et d'écrans plats, une quarantaine d'élus municipaux et de représentants de « comités d'usagers » prennent place. À la tribune, une rangée d'experts convoqués pour fournir les éléments de langage favorisant l'acceptabilité du compteur Linky auprès de la population.

Membres du CHASC, le Comité d'habitants auto-saisis sur les sujets qui les concernent, nous nous sommes invités afin de vous rapporter les arguments servis par :
- Le docteur Anne Perrin, biologiste, spécialiste des rayonnements non-ionisants et diplômée en philosophie,
- Olivier Masset, directeur régional d'ERDF – tout juste rebaptisé Enedis, en pleine fronde anti-Linky,
- Michèle Ragache, présidente de l'UFC Que Choisir Isère,
- Thierry Reverdy, économiste, membre du laboratoire PACTE,
- Sylain Bouchard, expert ès données à la Scop La Péniche,
- Marie Filhol, directrice de l'Agence locale Energie Climat.

Bertrand Spindler, vice-président de la Métro en charge de l'énergie et de l'économie numérique, introduit la séance. Bertrand Spindler est maire PS de La Tronche. Comme l'essentiel du personnel politique de la cuvette grenobloise, c'est un ingénieur du Commissariat à l'énergie atomique. Grenoble, capitale de la technocratie.

Spindler a une information : *« le monde change »* - sûrement sous l'effet de phénomènes naturels ou magiques, et non par l'activité des ingénieurs du CEA - et *« le problème, ce sont les résistances au changement »*. Il faut donc prendre le temps de la *« pédagogie »*. Sans doute victime d'un accès de dissonance cognitive, le nucléocrate cite Jacques Ellul. Pour ceux qui n'ont pas lu le pionnier de l'écologie politique, cela revient à citer Gandhi dans une réunion de marchands d'armes (lisez Ellul).

À l'issue de cette opération de *« pédagogie »*, nous avons enquêté sur les bribes d'informations lâchées incidemment par les experts. Voici le résumé de la réunion, et le résultat de nos recherches. Cela vaut la peine de s'inviter parmi les décideurs, mais surtout de comprendre *de quoi ils parlent exactement*.

À propos de la santé

La biologiste Anne Perrin est formelle : ni les basses fréquences, ni les radiofréquences répondant aux normes en vigueur, et quasiment rien en matière de rayonnements électromagnétiques n'a d'effet sanitaire. Les électrosensibles sont victimes de phobie. La chercheuse nous met en garde : des charlatans profitent de la peur des ondes pour vendre des produits protecteurs. C'est aussi scandaleux que de vendre des objets connectés électriques pour nous aider à « maîtriser » notre consommation d'électricité, mais Perrin ne juge pas nécessaire de le souligner.

Au fait, qui est cette péremptoire à la bouche pincée, qui semble agacée de perdre son temps devant un parterre de non-experts ? Anne Perrin est chercheuse à l'IRBA-CRSSA, l'Institut de recherche biomédicale des Armées - Centre de recherche du service de santé des armées, anciennement à La Tronche.[1] Par souci d'objectivité et de rigueur de l'information, ni elle ni ses hôtes de la Métro ne se donnent la peine de signaler ce détail au public.

Anne Perrin préside l'Association française pour l'information scientifique (Afis), dont le bien nommé site www.pseudo-sciences.org est presque trop caricatural pour être vrai. On a cru à une parodie de déraison scientiste montée par des anti-industriels. On y lit des pitreries de physiciens nucléaires décorés : *« L'accident de Three Miles Island a montré que le plus grand risque associé à un accident nucléaire grave est la panique qu'il peut entraîner »*[2] (lisez Svetlana Alexievitch, *La Supplication*). On vous passe les éloges des OGM et des pesticides et autres guignoleries pseudo-

[1] Cf *Le 11 novembre 2002, on peut apporter des fleurs sauvages*, sur www.piecesetmaindoeuvre.com/spip.php?page=resume&id_article=131
[2] Hervé Nifenecker du CEA Grenoble, polytechnicien, prix Leconte de l'Académie des Sciences, sur http://www.pseudo-sciences.org/spip.php?article1007

scientifiques. Le « parrainage scientifique » de l'Afis est fourni par des sommités telles que l'économiste Jean de Kervasdoué, l'hilarant auteur des *Prêcheurs de l'Apocalypse,* qui trouve les avantages du Bisphénol A sans équivalent, le diesel et le nucléaire scandaleusement diffamés, et lanceur d'alerte contre les dangers des légumes bio. Autre « parrain » de renom, le professeur Aurengo, spécialiste des rayonnements ionisants, membre de l'Académie de médecine connu pour clamer l'innocuité de la téléphonie mobile, en tant que membre du conseil d'administration d'EDF et du conseil scientifique de Bouygues Telecom.
On en passe, le comique de répétition a ses limites et ce comité scientifique comprend une trentaine de pointures similaires.

Nous aimons savoir, et la question de la nocivité des ondes électromagnétiques n'est selon nous pas tranchée. Nous étions prêts à étudier avec soin les conclusions du docteur Perrin. Patatras. Impossible d'accorder le moindre crédit à cette pseudo-scientifique aux fréquentations douteuses. On comprend que la Métro n'ait pas souhaité alimenter les inquiétudes sanitaires au sujet de Linky (sujet que nous ne considérons pas comme prioritaire dans le refus du compteur). C'est raté : le choix d'une telle intervenante et les propos de celle-ci nous porteraient presque à réviser notre jugement sur le risque sanitaire de Linky. Réaffirmons une évidence : dans le doute, il est criminel de soumettre la population entière à une expérience grandeur nature, consistant à plonger tout corps vivant dans un brouillard électromagnétique de plus en plus dense.

À propos de la collecte et de l'usage des données

Sylvain Bouchard, un *geek* de La Péniche (une boîte qui vend des prestations sur le web), rappelle que nul ne peut maîtriser l'usage de ses données personnelles sur le net, et que la sécurité des systèmes informatiques n'existe pas. Il nous apprend que les données de Linky seront transmises par ERDF à la collectivité locale, de façon anonymisée à l'échelle d'un ou plusieurs bâtiments. Olivier Masset, directeur régional d'ERDF – pardon, d'Enedis -, concède : *« Les données sont consolidées* (i.e centralisées) *à la maille IRIS »*. Voilà autre chose. Qu'est-ce à dire ? Demandons à l'Insee, grand collecteur de données. *« Les communes d'au moins 10 000 habitants et la plupart des communes de 5 000 à 10 000 habitants sont découpées en IRIS. Ce découpage, maille de base de la diffusion de statistiques infracommunales, constitue une partition du territoire de ces communes en "quartiers" dont la population est de l'ordre de 2 000 habitants. La France compte environ 16 000 IRIS. »*[3]
L'Etat gère son cheptel humain de façon fine et rationalisée, grâce aux statistiques. Vous savez désormais que vous habitez une maille IRIS, laquelle est découpée, analysée, classée afin d'être administrée selon les normes liées à la quantification de nos existences. Avec les statistiques à la puissance cybernétique - le *big data* - nos vies sont pilotées par des machines. Linky fournira donc des données précises sur votre rue, votre quartier ou votre village. La loi sur la transition énergétique prévoit que les propriétaires d'immeubles et les collectivités aient accès à ces informations. Il ne s'agit donc pas, comme le prétend Enedis, de conserver pour nous seuls les données sur notre vie privée. D'autant que certaines collectivités, comme Grenoble, ou Enedis lui-même, ne jurent que par l'*open data*[4], ce qui, souligne Sylvain Bouchard, permet à des *« acteurs tiers »* de les utiliser. Comprenez, de vous harceler pour vous vendre leur camelote, sur les bases notamment du géomarketing, qui vous localise, analyse vos données et vous *cible*. *« Dis-moi qui tu es et où tu vis, je te dirai ce que tu consommes »*, clame une boîte spécialisée.[5] Avec Linky et les objets connectés, vous n'avez plus rien à « dire » vous-mêmes : vos gadgets vous dénoncent.

Hormis ces tracasseries liberticides, le *geek* de la soirée est fort motivé par les compteurs intelligents, puisqu'il travaille avec GEG à expérimenter VivaCité, une *« démarche de gestion collaborative des*

[3] http://www.insee.fr
[4] Les courageux peuvent consulter l'usine à gaz https://data.erdf.fr
[5] http://www.geomarketing.org/geomarketing.aspx

données »[6]. Tout comme la directrice de l'Agence locale Energie Climat, Marie Filhol. La pub de GEG pour ce énième test sur des cobayes volontaires donne une furieuse envie de fuir : *« La ville de demain sera durable, connectée, collaborative »*, *« collecter, traiter et valoriser ces data est une excellente opportunité pour innover et expérimenter ensemble blablabla »*, *« l'énergie est au cœur des enjeux de la smart city »*, *« grâce aux technologies numériques »*, *« permettre à tous les acteurs de la ville d'adopter un comportement éco-responsable, de devenir consom'acteur »*… On vous laisse écrire la suite, c'est facile, il suffit de piocher dans la boîte à mots des cyber-communicants.
Le hic, notent Sylvain Bouchard et Marie Filhol, c'est que la masse des consommateurs ne s'intéresse guère à ces chiffres, même collaboratifs, durables et connectés. Heureusement, ces cyber-pilotes de nos vies ont des idées : *« Il y a des pistes prometteuses, comme des applis utilisant les techniques de gamification pour se lancer des défis, ou des systèmes communautaires sur les réseaux sociaux qui affichent les résultats de chacun pour voir qui est le meilleur. »*
Et pour faire fonctionner tous ces *smartphones*, tablettes et ordinateurs branchés sur les réseaux utilisant les données stockées dans les *data centers* et moulinées par des serveurs, les équipes d'Enedis et les élus de la Métro pédaleront jour et nuit sur des vélos équipés de grosses dynamos. Sinon ce serait trop bête : gaspiller autant d'électricité pour tenter d'en économiser si peu ! On ne peut pas croire que nos technocrates n'y aient pas pensé.

À propos de l'utilité *réelle* de Linky

Léger froid à la tribune, avec l'économiste Thomas Reverdy, pourtant membre du labo universitaire PACTE. Lequel travaille à *l'acceptabilité sociale* au sein de GreenLys, le démonstrateur grenoblois de compteur intelligent.[7] Reverdy souligne que les prix de l'électricité restent bas, mauvaise nouvelle si l'on veut faire baisser la consommation. Il a lu une récente étude de RTE (Réseau de transport d'électricité)[8] qu'il résume ainsi : *« Le grand risque, avec Linky, c'est qu'on n'arrive pas à faire beaucoup mieux que les compteurs "heures creuses/heures pleines" avant pas mal d'années »*. Bref, *« les gains économiques ne sont pas très élevés »*, euphémise-t-il.

Linky n'a aucun intérêt pour le consommateur. La preuve en est fournie par l'expérimentation GreenLys justement. Durant quatre ans, ERDF et ses partenaires ont testé les « effacements » (baisse de fourniture à distance) sur des cobayes volontaires. Ils ont diminué le chauffage de 1° chez ceux-ci pendant une heure ou un quart d'heure, plusieurs fois par jour. Résultat : *« Au moment du retour à la consigne de l'habitant, les radiateurs tournent à plein régime pour compenser la différence de température. L'appel de puissance du logement est alors 50 % plus élevé par rapport à un jour sans effacement. Ces mêmes radiateurs consomment aussi 40 à 60 % d'énergie supplémentaires dans les minutes qui suivent le changement d'instruction. Au total, ils utilisent autour de 95 % de l'énergie effacée dans les 24 heures après la fin de la procédure. »*[9] Ceci n'est pas un film des Monty Python, mais l'œuvre de nos ingénieurs.

Pour obtenir une telle inefficacité, il a fallu équiper 400 cobayes de la gamme complète Wiser de Schneider Electric : une *box* Wiser, des Wiser *H-relay*, un Wiser *S-Meter* connecté à Linky, des Wiser *smart plugs*, un Wiser thermostat, un Wiser *I-relay*, plus les applis GreenLys sur *smartphone* et des *« offres tarifaires innovantes simulées »* sur Internet. Le tout fonctionnant à l'électricité.

***

[6] http://groupe.geg.fr/71-nos-projets-smart-energie.htm
[7] Cf *Linky, la filière grenobloise*, Pièces et main d'œuvre, sur www.piecesetmaindoeuvre.com
[8] « Valorisation socio-économique des réseaux électriques intelligents », RTE, 2015
[9] *Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment*, n°5871, 3 juin 2016

Non, Linky ne sert pas à rien. Comme l'avoue Olivier Masset, le compteur communicant a été introduit par l'Union européenne *« pour faciliter l'ouverture des marchés »*. Là, il faudrait un spécialiste des marchés de l'électricité, hélas, la Métro n'en a pas sous la main. Il faut tout faire soi-même. D'après un ancien conseiller de l'espace Info Energie que nous avons rencontré, l'enjeu est l'achat et la vente d'électricité, en suivant la variation des cours sur le marché de gros. L'Epex Spot (European Power Exchange) créé en 2008 est la bourse de l'électricité de plusieurs pays européens dont la France, qui gère les *« marchés Day-Ahead, pour une livraison d'électricité le jour suivant,* [marchés qui] *sont organisés par enchère, appariant une fois par jour les courbes de l'offre et de la demande »*.[10] Cette bourse gère aussi des marchés infra-journaliers et des « contrats quart d'heure ». Qui boursicote sur l'European Power Exchange ? Les producteurs et fournisseurs d'électricité, les fournisseurs municipaux ou régionaux qui livrent le client final, les gros industriels gloutons en électricité, les réseaux de transport d'électricité. Naturellement, les banques et les sociétés de services financiers, comme BNP Paribas ou la Barclays *« sont actives sur le marché »*.
Avec ses suivis de consommation en quasi-temps réel, Linky permet d'ajuster en permanence l'achat et la vente d'électricité sur le marché de gros. Voilà sa véritable utilité.
On comprend que l'absurdité consistant à consommer *beaucoup plus* d'électricité (objets connectés, *data centers*) pour en économiser un peu n'émeuve pas nos technocrates. Leur problème n'est pas de diminuer la consommation en valeur absolue, mais de fournir les outils nécessaires à un marché concurrentiel et de stimuler la croissance économique sous un label « vert » frelaté.

La planète peut continuer à s'étouffer tranquillement, les technocrates présentant une incurable *résistance au changement.*

À suivre

La fin de cette instructive réunion de la Métro est hélas perturbée par deux interventions de la salle. La première, venue de nos rangs, jette à la tribune le refus définitif d'une grande partie de la population. Population méprisée par les élus et qui le leur rend bien. De son côté, le conseiller municipal d'Herbeys Jean-Michel Taillandier s'étouffe presque de colère. Il renvoie aux nucléocrates leur culpabilité dans l'équipement des logements collectifs en radiateurs électriques « grille-pain » à partir de 1974, pour écouler la production des centrales. Et dans un élan poétique incongru, l'élu rappelle que les fuites d'eau - détectables grâce aux compteurs communicants – font en somme partie du cycle de l'eau, qu'ayant rejoint le milieu naturel, elles descendent à la mer pour pleuvoir à nouveau sur nous, et qu'en substance, les ingénieurs nous emmerdent avec leurs usines à gaz et ne mettront pas les pieds chez lui avec leur quincaillerie.
Merci aux quelques élus de terrain restés humains et vivants. Ils sont comme nous les ennemis de la technocratie, de l'organisation cybernétique de nos vies, du monde-machine et de l'efficacité ; comme nous, ils défendent la simplicité et les rapports humains. Que ceux qui se reconnaissent nous rejoignent.

Pièces et main d'œuvre
5 juin 2016

PS : on a oublié Michèle Ragache, de l'UFC Que Choisir ! Elle s'est sûrement exprimée à la tribune, mais c'était oubliable. Encore raté pour les professionnels de la consommation qui veulent nous « former ».

Pour contacter le collectif Grenoble Anti-Linky, écrire à grenoble-anti-linky@riseup.net

[10] www.epexspot.com